



acat.ch

ACAT SUISSE SCHWEIZ SVIZZERA

Pour un monde sans torture ni peine de mort

Für eine Welt frei von Folter und Todesstrafe

Per un mondo senza tortura né pena di morte

Un pays sans matins

Les droits humains en Érythrée :

pourquoi les Érythréens ont besoin de protection

Dossier de campagne

10 décembre 2019

Journée des droits de l'homme

Exemple d'annonce pour vos collectes de paroisse

La collecte de ce jour est destinée à l'organisation de défense des droits humains ACAT-Suisse, l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture et de la peine de mort.

Par conviction chrétienne, l'ACAT-Suisse crée des campagnes pour sensibiliser la population de notre pays à la problématique de la torture et de la peine de mort. Les membres de l'ACAT envoient aussi des lettres en faveur de victimes de la torture et de prisonniers des couloirs de la mort. En outre, l'ACAT-Suisse intervient auprès de gouvernements et d'autorités. Elle veille au respect de l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU : « Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. »

Pour le 10 décembre, Journée des droits de l'homme, l'ACAT-Suisse attire l'attention sur la situation en Érythrée. L'arbitraire et l'absence de droit qui règnent en maîtres dans ce pays poussent la population à la fuite. L'ACAT-Suisse adresse donc une pétition aux autorités suisses pour demander une politique d'asile plus humaine envers les réfugiés érythréens. La Suisse doit assumer sa mission de protection.

Le travail de l'ACAT-Suisse est financé par les cotisations de ses membres, des dons et des collectes.

**Un grand merci pour votre soutien en faveur des droits humains !
Chaque franc est une contribution « pour un monde sans torture ni peine de mort ».**



Impressum

Éditrice

ACAT-Suisse (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture)

Coordonnées, voir page 8

Rédaction Katleen De Beukeleer (k.debeukeleer@acat.ch)

Traduction Solenne Rocher

Images couverture : David Mark on Pixabay ; autres : ACAT-Suisse

Conception Katleen De Beukeleer

Impression ICTpark AG

L'ACAT-Suisse remercie les trois Églises nationales pour leur soutien et pour la diffusion de cette campagne.

Information de la rédaction : Pour des raisons de lisibilité, nous renonçons à utiliser simultanément les formes masculines et féminines quand les désignations de personnes s'appliquent tant aux hommes qu'aux femmes.

Une prison de 117 000 km²

En Érythrée, seul le président a des droits. Le service national n'est pas une période anecdotique de l'existence, mais un service forcé de plusieurs années qui passe avant tout le reste. La liberté n'existe pas. L'arbitraire et la peur accompagnent les Érythréens du berceau à la tombe.

Texte : Katleen De Beukeleer, ACAT-Suisse

Ce n'est qu'après deux heures de discussion que Yonas¹ nous raconte avoir été emprisonné plus d'une fois dans son pays, l'Érythrée. Il était incarcéré chaque fois qu'un soldat n'avait pas envie de le laisser pénétrer dans une province voisine, malgré l'autorisation dont il disposait. Yonas le mentionne presque en passant. On sent que la prison fait partie de la vie des Érythréens. Mais un jour est marqué au fer rouge dans la mémoire de Yonas : celui où il a vu sa mère pleurer parce que des soldats avaient détruit tous ses biens. La section militaire locale avait voulu contraindre le village entier à déménager dans une ville dotée de meilleures infrastructures. Les habitants avaient un mois pour se préparer. Mais ils refusaient de partir. Les soldats ont alors débarqué et ont détruit la maison de la mère

Le régime érythréen est une dictature hermétiquement fermée.

de Yonas, à titre d'avertissement pour tout le village. Pour cet enseignant de 34 ans au tempérament doux et patient, cette exaction a été celle de trop. Son père était mort pour cette armée et voilà ce qui se produisait ! Yonas a fui ce pays qui n'offrait ni liberté, ni avenir.

Une recherche de preuves digne d'un polar

Le régime érythréen est une dictature hermétiquement fermée. Le pays ne montre aucune transparence, et il est extrêmement difficile de trouver des indices et des preuves de violations des droits humains. Même les rapporteurs spéciaux de l'ONU ne peuvent pénétrer dans le pays. Les comptes rendus ressemblent parfois à des polars. Les organisations de défense des droits humains basent leurs estimations sur de nombreux entretiens avec des experts, des victimes et des témoins,

¹ Nom d'emprunt

lesquels désirent généralement rester anonymes tant le régime est sans scrupules. Des gouvernements comme celui de la Suisse, qui voient arriver des milliers de réfugiés érythréens, veulent se faire leur propre idée de la situation. Des « fact-finding missions » sont donc organisées pour vérifier la véracité des rapports de l'ONU et des ONG. Début 2016, une délégation du Secrétariat d'État aux migrations (SEM) a donc visité l'Érythrée. Enfin et surtout, certains politiciens se rendent eux-mêmes dans ce pays et influencent ensuite leurs collègues décideurs et l'opinion publique à grand renfort de déclarations très en vue. C'est ce qui s'est produit en 2016, lorsque le conseiller national UDC Thomas Aeschi a notamment déclaré, après un voyage en Érythrée, que les employés de restaurants et de bars astreints au service national y étaient certes mal payés, mais « pas enchaînés ». Il n'aurait pas observé d'esclavage moderne.

Liberté : une note de 2 sur 100

Malgré des sources lacunaires, les autorités étrangères, les ONG et les journalistes s'accordent sur bien des points. Des faits sont là : la Constitution adoptée en 1997 n'est toujours pas entrée en vigueur, le Parlement ne s'est pas réuni depuis au moins 15 ans, les condamnations sans procès sont usuelles et dès la fin de la 12^e année scolaire, presque toute la population doit accomplir son « service national », c'est-à-dire du travail forcé pour l'État – avec de nombreuses personnes contraintes d'effectuer un service mili-

taire de plusieurs années, voire d'une durée indéterminée. Le salaire du service national est d'environ 500 nakfas (CHF 35.-). Avec un tel salaire, on peut donc juste s'acheter de nouveaux jeans après deux mois. Après l'accord de paix conclu entre le président Isayas Afewerki et l'Éthiopie en 2018, une limitation du service national à 18 mois a été annoncée. Rien ne s'est encore produit. Freedom House, une ONG américaine qui mesure le degré de liberté politique et de respect des droits civiques dans le monde entier, attribue à l'Érythrée la note de 2 sur 100. À ce manque de liberté s'ajoutent de nombreux problèmes quotidiens, comme la pauvreté criante ou le fait que les traitements contre le cancer sont impossibles. Sur le plan psychique aussi, mieux vaut ne pas tomber malade. Un contact de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) indique en effet que l'unique psychiatre érythréen est incarcéré depuis 14 ans.

Des torturés qui deviennent tortionnaires

Yonas habite maintenant un studio de 12 m² en Suisse alémanique. Il se met à rire quand on lui demande combien de prisonniers se trouvaient dans sa cellule, qui faisait la taille de sa chambre actuelle. Il s'assied dans un coin, sur le sol ; son ami Tesfay² s'assied entre ses genoux relevés. « Nous sommes restés dans cette position des semaines et des mois », explique Yonas. « Nous n'avons pas le droit d'étendre nos jambes. Et si nous posons une question aux gardiens, ils nous bat-

² Nom d'emprunt



L'Érythrée en chiffres

- **Surface** : 117 000 km²
- **Nombre d'habitants** : env. 3,5 millions
- **Nombre de réfugiés érythréens dans le monde** : 507 300
- **Nombre de Suisses en Érythrée** : 6
- **Degré de liberté de la presse** : 178^e rang sur 180*
- **Degré de développement** : 179^e rang sur 189. La Suisse occupe le 2^e rang**.
- **Degré de liberté politique et de respect des droits civiques** : 2 points sur 100***
- **Nombre d'universités en Érythrée** : 0
- **Religion** : env. 49% de musulmans et 49% de chrétiens

*Reporters sans frontières; ** UN Human Development Index 2018; ***Freedom House

taient. » Un rapport onusien de 2015 sur les droits humains en Érythrée, qui comprend près de 500 pages, laisse peu de doutes : il n'y a pas que de tels peines ou traitements inhumains ou dégradants qui sont monnaie cou-

« En prison, nous n'avons pas le droit d'étendre nos jambes. »

Yonas

rante ; la torture l'est aussi. Elle est pratiquée dans les postes de police comme dans les prisons et les camps militaires – « de façon systématique », souligne le rapport. La torture est utilisée pour faire fléchir les réfractaires au service obligatoire, semer la terreur au sein de la population et museler l'opposition. Le rapport signale qu'il est très probable que les jeunes qui ont été torturés durant leur formation militaire se feront

enseigner les tortures subies dès qu'ils seront déployés comme formateurs, gardiens de prison ou gardes-frontières, ou encore dès qu'ils mèneront des interrogatoires. Les 32 pages consacrées à la torture et leurs détails sans concessions sont une effroyable lecture. Suivent encore 15 pages sur les exécutions extrajudiciaires.

Formation de juriste au point mort

Comme tout le reste en Érythrée, les conditions de détention ne font l'objet d'aucune enquête indépendante. « Le gouvernement érythréen n'accorde aucun accès à son système militaire, judiciaire et pénitentiaire », écrit le SEM dans un rapport de 2016 intitulé « Focus Eritrea ». L'ensemble du système judiciaire est entre les mains du président et de ses ministres. Les lois écrites n'ont que peu d'importance dans la pratique, comme l'a signalé le Bureau européen d'appui en matière d'asile

(EASO) en 2015. En 2017, une experte de l'Érythrée a écrit à l'OSAR qu'il n'y avait plus de formation universitaire en droit depuis 2006.

Rattrapé dans sa fuite

Tesfay, l'ami de Yonas, n'a pas pu informer son école à temps lorsqu'il a dû accompagner sa mère, sévèrement asthmatique, dans un hôpital lointain puis rester deux semaines auprès d'elle. À 17 ans, il s'est retrouvé exclu de l'école. Motif : « Les congés non excusés ne sont pas admis. » Contraint de rejoindre le service militaire, Tesfay s'est caché dans les montagnes mais a été retrouvé et arrêté par l'armée après quelques mois. Dans « Focus Eritrea », le SEM décrit les procédés de l'armée comme suit : les réfractaires au service militaire sont le plus souvent détenus quelques mois, sans accusation ni procès, puis contraints de suivre la formation militaire dans des conditions souvent « précaires et assimilables à une détention ».



Onze mois après son arrestation, Tesfay est cependant parvenu à fuir sa prison et son pays. « On m'a tiré dessus. C'était la liberté ou la mort. » En représailles, son père a été incarcéré. Selon

les recherches de l'OSAR, la pratique d'une telle « persécution réfléchie » est courante. Le père de Tesfay est resté en prison « jusqu'à ce que les soldats soient sûrs qu'ils ne pourraient plus me rattraper », explique le jeune homme.

Une paix sans suites

Le traité de paix conclu en 2018 entre l'Érythrée et sa voisine l'Éthiopie a fait germer de nombreux espoirs. Daniela Kravetz, Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, a toutefois constaté en juin 2019 : « La situation des droits de l'homme en Érythrée demeure inchangée. » Le dernier rapport de Daniela Kravetz mentionne d'ailleurs un pays dont la politique d'asile se fait inquiétante : la Suisse.

Yonas et Tesfay ont maintenant trouvé la liberté et des perspectives d'avenir. Mais la peur demeure. Depuis sa fuite, Yonas n'a eu sa mère que trois fois au téléphone. Tesfay a plus souvent des contacts avec sa famille, mais vit dans une inquiétude constante : pour son petit frère, qui a dix ans et veut fuir ; pour son oncle, qui se cache dans les montagnes depuis douze ans ; et pour sa mère malade. « Un jour, une femme m'a demandé dans le bus : c'est juste à cause du service militaire que tu es ici ? », se souvient Tesfay. « Comment aurais-je pu lui expliquer tout cela ? » Mais le voilà qui rit de nouveau : « Ce n'est rien comparé à tout ce que j'ai vécu. » ■

La Suisse réduit les réfugiés érythréens à la misère

Ces dernières années, le Secrétariat d'État aux migrations suisse (SEM) n'a cessé de **durcir sa pratique envers les requérants d'asile érythréens**. Depuis 2016, il ne reconnaît plus comme réfugiés les ressortissants érythréens qui n'ont pas encore été convoqués pour accomplir leur service national, en sont exemptés ou en ont été libérés.

Le Tribunal administratif fédéral (TAF) fournit plusieurs bases dans ce sens : ainsi, il a décidé en 2017 que les Érythréens ayant déjà effectué le service national ne risquaient pas forcément d'être reconvoqués pour ce même service ou condamnés pénalement. Et en juillet 2018, il a établi qu'un enrôlement forcé pour le service national ne représentait pas, en soi, un risque de nature à rendre illicite l'exécution du renvoi.

Dans ses arrêts, le TAF concède que de graves violations des droits humains sont commises en Érythré, mais se réfère à des sources et à des suppositions supplémentaires pour en tirer des **conclusions cyniques**. Il considère par exemple qu'« [...] on peut au moins remettre en question le caractère systématique des mauvais traitements et des agressions sexuelles rapportés. » Pour le TAF, la possibilité d'un tel « préjudice » n'est pas suffisante en soi ; seule une « haute probabilité » constitue un motif d'asile valable.

Conséquence : Ces quatre dernières années, **le nombre de refus sans admission provisoire opposés à des demandeurs d'asile d'érythréens est passée de 3 à 18 %¹**.

3 589 personnes pourraient être touchées – autant d'Érythréens dont les demandes d'asile

ont été rejetées par le SEM depuis 2006 et dont on peut supposer qu'ils sont encore en Suisse faute d'alternative. En 2019, ce chiffre pourrait encore augmenter en raison d'un réexamen touchant jusqu'à 3 200 dossiers d'Érythréens au bénéfice d'une admission provisoire. Si ce réexamen débouche sur la levée de ladite admission, les

En Suisse, le premier pays d'origine des requérants d'asile en 2018 était l'Érythré. En 2005, seuls 181 Érythréens y avaient déposé une demande d'asile, contre presque 10 000 lors du pic de 2015. L'an dernier, 2 825 Érythréens ont déposé une demande d'asile chez nous.

personnes concernées seront censées quitter le pays. Mais la Suisse ne peut pas les forcer à retourner en Érythré, faute d'accord de réadmission. Or, quasiment personne ne rentre de sa propre volonté. **C'est ainsi que des milliers d'Érythréens se transforment en bénéficiaires de l'aide d'urgence à long terme qui n'ont droit ni à un travail, ni à des cours de langue ou à une formation, ni encore à l'aide sociale**. Autrement dit, notre pays applique une politique de précarisation envers des personnes menacées des plus graves violations des droits humains dans leur pays. ■

¹ Calculs découlant de la statistique en matière d'asile du SEM : nombre de refus sans admission provisoire par rapport au nombre de cas traités

Signez et partagez la pétition :

« Pour une politique suisse humaine

envers les requérants d'asile érythréens » !

www.acat.ch

Que le Dieu de l'espérance
Vous comble de joie
Et de paix dans la foi,
Afin que vous débordiez d'espérance
Par la puissance de l'Esprit Saint.

Rom. 15:13

Signez la pétition

« Pour une politique suisse humaine
envers les requérants d'asile érythréens » !



www.acat.ch

Agissez pour un monde plus juste

Soutenez l'ACAT-Suisse tout en offrant l'espoir d'un monde sans torture ni peine de mort !

Lanternes ACAT

Prix (port et emballage inclus) :

5 pièces = 10 fr.

10 pièces = 13 fr.

dès 15 pièces : 1 fr./pièce

Envoi avec facture. À commander auprès du Secrétariat.



www.acat.ch

Pour un monde

SANS

torture ni peine de mort

ACAT-Suisse

Speichergasse 29 ■ Case postale ■ CH-3001 Berne

+41 (0)31 312 20 44

info@acat.ch ■ www.acat.ch

www.facebook.com/ACATSuisse

CCP : 12-39693-7 ■ IBAN : CH 16 0900 0000 1203 9693 7

